



© Patrick Stoll

 SOCIÉTÉ

Alimentation durable et mixité sociale : soucis démocratiques ou idéaux élitistes ?

> Lotte DAMHUIS (*)

Le développement des circuits courts, de la filière bio ou des supermarchés coopératifs est une réalité qui ne cesse de prendre de l'ampleur. Ce mouvement pour un système alimentaire plus durable échappe pourtant en partie aux publics précarisés. Les raisons ne sont pas uniquement financières. Elles sont aussi culturelles. Au-delà des comportements de consommation individuels, il existe aussi une responsabilité politique. C'est ce que démontre une recherche-action menée par différents acteurs de l'aide alimentaire à Bruxelles.

En Belgique, contrairement à d'autres pays dans le monde, on ne meurt plus de faim. Toutefois, de fortes inégalités existent quant à l'accès à une alimentation de qualité. En caricaturant un peu les traits, on retrouve d'un côté une offre alimentaire saine, durable et équitable accessible à une élite socio-économique. De l'autre, un système d'aide alimentaire offrant aux personnes en situation de précarité des produits insuffisants, en quantité et en qualité, issus majoritairement du système agroindustriel dominant.

Le mouvement pour un système alimentaire plus durable poursuit pourtant, en théorie, un objectif d'accès—pour

tou-te-s—à une alimentation de qualité. Ce mouvement constitue-t-il réellement une opportunité pour repenser un accès plus durable à une alimentation de qualité pour les milliers de personnes en situation de précarité alimentaire, bénéficiaires de l'aide alimentaire en Belgique? Cette question a été travaillée pendant trois ans au moyen d'un projet de recherche-action rassemblant différents acteurs de l'aide alimentaire à Bruxelles¹. Cet article propose quelques clés d'explication de la difficulté des initiatives en alimentation durable à constituer une réponse satisfaisante au problème de l'accès à une alimentation de qualité pour tou-te-s.

Promouvoir un système alimentaire durable

Depuis les années 1970-1980, le système de production agroindustriel fait l'objet de nombreuses critiques. Face à la montée des inquiétudes quant à ses impacts environnementaux, sociaux et économiques, des acteurs se sont fait entendre sur la nécessité de promouvoir un autre système, plus juste et plus durable, «un mode de développement qui répond aux besoins des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs»². Du côté des consommateur-riche-s, une façon

de concrétiser cet horizon durable est de remettre en question les façons de consommer existantes et d'adopter des comportements plus responsables, plus écologiques, plus éthiques, et également plus solidaires.

L'alimentation est un des champs de consommation particulièrement remis en question. La consommation alimentaire constitue en effet un espace privilégié pour concrétiser un engagement responsable pour soi, pour les autres et pour la planète. Des initiatives de consommation et de production alternatives fleurissent. Aux premiers groupes d'achats en commun et initiatives de circuits courts entre consommateur-riche-s et producteur-riche-s se sont rapidement ajoutés les potagers urbains, les supermarchés coopératifs et épiceries bio, ainsi qu'un ensemble d'activités³ autour de l'alimentation durable comme les ateliers de cuisine, de plantation de semis, etc.

À côté de ces initiatives citoyennes, les institutions publiques se mobilisent également pour appuyer le mouvement. La transition vers un système alimentaire durable se trouve ainsi traduite dans des politiques publiques telles que la stratégie «*good food*» à Bruxelles, visant à «*placer l'alimentation au cœur de la dynamique urbaine, en l'abordant dans toutes ses dimensions, économiques, sociales et environnementales*»⁴.

« Bien que l'aide alimentaire permette d'accéder à des produits alimentaires, ceux-ci sont souvent insuffisants tant en termes de quantité, de qualité et de diversité. »

L'acte alimentaire devient alors le vecteur d'une série de valeurs : celles du respect de l'environnement, mais aussi celles de solidarité et d'engagement citoyen. En effet, outre le pilier écologique, la défense d'un système alimentaire juste et durable repose également sur le concept de besoin, «*et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis, à qui il convient d'accorder la plus grande priorité*»⁵. Répondre aux besoins des personnes précarisées

en matière d'alimentation, c'est remettre à la page le droit à l'alimentation qui est inscrit dans la Déclaration des droits de l'Homme.

Aide alimentaire et droit à l'alimentation

Actuellement, le droit à l'alimentation pour les plus démunie-s se réalise au travers du système de l'aide alimentaire. 450.000 personnes y ont recours chaque année, dont 55.000 à Bruxelles. Cette aide est opérée sous la forme de colis alimentaires, de repas dans des restaurants sociaux ou d'accès à des produits alimentaires et des produits d'hygiène à des prix inférieurs à ceux du marché. Bien que l'aide alimentaire permette d'accéder à des produits alimentaires, ceux-ci sont souvent insuffisants tant en termes de quantité, de qualité et de diversité. Cette aide est de plus limitée dans le temps.

Par ailleurs, le système d'aide alimentaire actuel est encore largement dépendant du système agroindustriel⁶ ; l'offre de produits frais (légumes et fruits) y est notamment limitée⁷. Le système de l'aide alimentaire ne constituerait donc pas une solution idéale au droit à une alimentation de qualité.

Face à ce constat, les initiatives d'alimentation durable peuvent-elles être des opportunités pour repenser l'accès plus durable des populations

les plus précaires à une alimentation de qualité ? En théorie, le mouvement vers une alimentation juste et durable s'inscrit dans une lutte contre les inégalités d'accès des personnes les plus pauvres à de la nourriture de qualité. Ces inégalités ont notamment un impact important sur la santé. Le système agroindustriel existant a en effet exposé de façon chronique des populations aux produits chimiques de synthèse au travers de produits de consommation à prix cas-

sés. Les personnes les plus pauvres en ont été les premières victimes.

Or, les initiatives en matière d'alimentation durable ont assez vite fait l'objet d'une critique quant à leur faible accessibilité pour des personnes en situation précaire et à l'élitisme dont elles sont vecteurs⁸.

Une question de moyens financiers ?

La volonté de ne pas oublier «*les pauvres*» dans la transition alimentaire durable est pourtant bien présente dans plusieurs initiatives alternatives. Plus généralement, «*créer des socialités interculturelles, interclassistes et diversifiées, en plus d'être aujourd'hui une recommandation systématique de tous les appels à projets, est devenu le motif récurrent de toutes les luttes associatives*»⁹. Concrètement, cela revient à prôner que les espaces alternatifs étiquetés «*alimentation durable*» — comme les groupements d'achats solidaires de l'agriculture paysanne, les commerces coopératifs, les potagers urbains, les épiceries bio — dont on constate leur faible mixité socio-économique, soient rendus plus accueillants et accessibles à d'autres publics. Sur le terrain, les tentatives qui vont dans ce sens produisent toutefois des constats mitigés.

Plusieurs obstacles sont évoqués par les personnes en situation de pauvreté. Le coût des produits ou de l'adhésion comme membre, aussi bas qu'ils puissent paraître aux yeux des porteur-euse-s de projet, est souvent la première raison invoquée. Mais elle n'est pas la seule. Il y a aussi la question de l'accès à l'information et la barrière de l'inscription. Si celle-ci doit s'effectuer en ligne, par exemple, la fracture numérique produira *de facto* l'exclusion de certain-e-s. Par le phénomène d'intériorisation du stigmat¹⁰, la situation de pauvreté ou le fait de dépendre du CPAS explique également la difficulté à investir ces espaces. À titre d'exemple, la pratique de tarifs différenciés pour les personnes à faibles revenus peut partir d'une intention d'inclusion et d'ouverture, mais elle implique de montrer que

l'on entre dans des critères de pauvreté, ce qui n'est pas sans rappeler la logique de l'enquête sociale à laquelle ces personnes sont déjà confrontées dans les services sociaux qu'elles fréquentent.

En plus de ces barrières concrètes, les personnes disent également ne pas se reconnaître dans ces espaces, se sentir différentes des personnes qui les fréquentent, sans nécessairement toujours pouvoir mettre des mots précis sur ces ressentis¹¹. En effet, « les narratives [récits], discours et pratiques de ces réseaux alimentaires alternatifs incluent peu les représentations et significations culturelles de l'alimentation d'autres groupes sociaux, en particulier des plus défavorisés »¹². Malgré de bonnes intentions, ces espaces paraissent dès lors difficilement échapper à un certain élitisme social¹³.

... ou une question d'informations ?

Par ailleurs, les activités en matière d'alimentation durable sont souvent greffées à un idéal du « manger sain » qui se décline par des opérations de sensibilisation des publics précarisés à l'alimentation durable. Or il apparaît que ce n'est pas uniquement un déficit de connaissances sur l'alimentation durable et sur les enjeux de l'alimentation saine qui permet d'expliquer des habitudes alimentaires qui s'écartent des normes de santé.

En effet, quand on interroge des bénéficiaires de l'aide alimentaire sur ce que « bien se nourrir » veut dire¹⁴, à leurs yeux, les références sur ces normes de santé sont évoquées : « manger sainement », « écouter son corps », « manger cinq fruits et légumes par jour ». Certain·e·s disent aussi trouver préoccupant le système alimentaire agroindustriel dont ils·elles dépendent, que ce soit au travers de l'offre classique de l'aide alimentaire ou celles des magasins qu'ils·elles fréquentent.

De ce fait, l'approche éducative n'est sans doute pas suffisante pour traiter, à elle seule, l'enjeu de l'accès des personnes précarisées à une alimentation de qualité. Ce présupposé du défi-

cit d'information ou d'éducation au bien se nourrir ne tient en effet pas compte du fait que l'accès au manger sain est complexe et qu'il n'est pas qu'affaire de volonté individuelle ou d'autodiscipline.

« Si des différences de consommation alimentaire entre catégories sociales existent, elles sont moins le résultat d'une ignorance, que le reflet d'inégalités sociales. »

Par exemple, on entend souvent dire qu'« il n'est pas compliqué de cuisiner soi-même et que c'est moins cher! », mais on pense moins aux conditions auxquelles il est possible de le faire (et qui paraissent aller de soi : avoir une cui-

sine équipée, un espace suffisant, etc.). Les enjeux se situent donc davantage au niveau des moyens, des situations de vie, des liens sociaux, mais aussi du contexte d'offre du système agroindus-

triel qui expliquent l'existence de certaines habitudes alimentaires. Si des différences de consommation alimentaire entre catégories sociales existent, elles sont moins le résultat d'une ignorance, que le reflet d'inégalités sociales¹⁵. Par ailleurs, en se focalisant sur l'alimentation des pauvres, on en oublie souvent que « les habitudes alimentaires de la majorité de la population belge s'écartent des recommandations nutritionnelles : pas assez de fruits et de légumes, trop de viande... »^{16,17}

De ce fait, davantage que d'avoir une incidence positive sur les actes alimentaires des pauvres, les campagnes de sensibilisation autour de l'alimentation saine et les animations en alimentation durable peuvent être ressenties comme particulièrement infantilisantes et culpabilisantes. « Ces messages sont une source particulière de tensions pour les plus pauvres. [...] [Ils] semblent avoir pour effet pervers de rendre difficile le dialogue avec les professionnels de la santé, du social ou les accompagnants bénévoles. Et, en normant les comportements alimentaires, ils contribuent à entretenir un préjugé sociétal d'une mauvaise alimentation des plus pauvres, créant alors de l'exclusion »¹⁸.

Par ailleurs, les acteurs de l'alimentation durable conçoivent la possibilité du changement de système par le résultat de l'addition de choix individuels



© Sabharwal SAIKUNANANTHAN

Chaque année en Belgique, ce sont 450.000 personnes qui ont recours au système d'aide alimentaire.

responsables en matière de consommation. Selon ce «paradigme du colibri»¹⁹, les consommateurs ont un pouvoir important face aux enjeux d'un accès plus juste et durable à l'alimentation. Cette vision est corollaire à une méfiance envers les institutions et la démocratie représentative, dans leurs capacités à offrir et mettre en œuvre des changements au service de causes collectives justes. Or, ce paradigme ne tient que peu compte des enjeux de rapports de force sociaux, de la conflictualité des rapports sociaux et de la diversité des situations socio-économiques et des statuts sociaux²⁰.

Deux écueils peuvent dès lors être identifiés quant à ce référentiel de l'alimentation durable pour penser la question de la justice alimentaire, en général, et de l'accès à l'alimentation des personnes en situation de précarité, en particulier. Ils font l'objet des deux points qui suivent.

Lutter contre les inégalités sociales

Le premier écueil concerne le risque de maintien d'un malentendu entre des riches « bien-pensants » et des pauvres « mal-pensés », dans leur rapport à l'alimentation. « Nous avons constaté à quel point un malentendu sur les enjeux entourant l'acte alimentaire peut entraîner un malentendu sur les solutions face aux situations de précarité alimentaire »²¹. En effet, en ne prenant en compte que la dimension nutritive de l'alimentation (manger des légumes et des fruits, manger moins de viande, manger bio, etc.), on risque de passer à côté du sujet. Loin de se limiter aux contenus qualitatif et quantitatif de l'assiette, la façon dont on se nourrit est aussi liée à des facteurs biologiques, à un capital culturel, au contexte social dans lequel on évolue, aux ressources économiques dont on dispose, mais également à celles qu'offre l'environnement dans lequel on vit²². Elle est, enfin, l'expression d'habitudes culturelles d'un pays, d'une région ou d'une communauté d'appartenance et le support d'une construction identitaire. « Lors

des repas s'opèrent des mécanismes d'individualisation, de socialisation et d'identification culturelle »²³. À travers l'alimentation se joue enfin l'expression de rapports sociaux et des rapports de pouvoir, notamment parce qu'il est un marqueur des statuts sociaux. Tous ces enjeux sont dès lors à prendre en compte, si on souhaite faire évoluer les pratiques alimentaires de la population.

Néanmoins, on se rend compte que ce sont, avant tout, les situations de pauvreté qui ont une incidence forte sur ces différents enjeux et dimensions de l'acte alimentaire. Tout d'abord, les ressources financières limitées, les problèmes de mobilité ou les soucis de santé, réduisent la palette de choix dans les achats alimentaires et consti-

tuent des freins à la possibilité d'accéder à une alimentation diversifiée²⁴.

La dimension relationnelle et sociale autour de l'alimentation est également mise à mal. Difficile en effet, de recevoir chez soi des invités autour d'un repas. On préfère alors, souvent, ne pas accepter d'invitation à l'extérieur lorsqu'on sait que l'on ne pourra pas rendre la pareille. « Pourtant, le partage d'un repas et le lien social qui se tisse autour des plats est reconnu comme très important, plus important que le contenu des assiettes. Ce rôle social est un moteur fondamental dans les dynamiques des plus pauvres »²⁵.

Le statut de consommateur est également fragilisé. Dépendre d'une aide alimentaire pour pouvoir se nourrir et nourrir les siens limite les possibilités de choix de consommation alimentaire. Ce statut de « bénéficiaire » et non d'acteur de son alimentation « peut également venir fragiliser l'affirmation d'une place

C'est avant tout la pauvreté qui affecte les enjeux relatifs au « bien se nourrir ».



et d'un statut d'acteur citoyen dans la société»²⁶. La pauvreté affecte dès lors de manière multidimensionnelle les enjeux relatifs au « bien se nourrir ».

Les pratiques alimentaires des personnes confrontées à des situations de pauvreté doivent dès lors se comprendre à partir de la pluralité des enjeux sous-jacents à l'acte alimentaire en général et de la façon dont ces enjeux sont affectés par les situations de pauvreté. Or, les politiques et initiatives en matière d'amélioration de (l'accès à) l'alimentation des personnes en situation de pauvreté se traduisent souvent par une vision simplifiée—voire simpliste—du problème, qui est celle d'un manque d'information ou d'éducation à une alimentation saine et/ou une incapacité à mettre les priorités « au bon endroit » dans l'affectation d'un budget limité.

Au-delà du comportement individuel

Le second écueil porte sur le risque d'augmenter les inégalités d'accès à la sécurité alimentaire, en dépit d'une volonté sincère d'inclure les plus éloignés de cette sécurité dans le modèle de l'alimentation durable. La place que prend le discours à propos de la portée politique des actes alimentaires peut également être en décalage avec les priorités qui guident les pratiques alimentaires quand on est en situation de pauvreté. Cela ne veut pas dire que les pauvres s'intéressent moins aux conséquences politiques de leurs pratiques, mais que les conditions d'une telle mobilisation sont inégalement réparties. Par exemple, choisir d'acheter des produits de filières plus éthiques—telles que la production locale—suppose d'en avoir les moyens financiers, qu'une telle offre existe près de chez soi, d'avoir le temps et l'espace pour les cuisiner, etc. Or, ces facteurs sont souvent peu pris en compte dans la grille de lecture propre au paradigme du colibri. « Si ce changement par la consommation relève bien d'une critique à l'égard du modèle de société de consommation, il y a une tendance à percevoir le pouvoir d'action essentiellement à travers son rôle de consumma-

teur individuel, le portefeuille remplaçant alors le bulletin de vote, et le consommateur le citoyen. Mais cela pose différents problèmes, à commencer par la difficulté de faire la différence entre une démarche de simplicité volontaire et la réalité d'une simplicité non choisie »²⁷.

La lutte pour un système alimentaire juste et durable ne peut se traduire uniquement par des politiques qui tendent à soutenir et à agir sur des changements de comportements individuels. « Beaucoup de [citoyens] seraient surpris de savoir à quel point les substances qui vont dans notre nourriture, nos meubles, notre maquillage et notre environnement en général ne font pas l'objet d'une régulation. Il est difficile de suivre la liste de ces substances, même pour les citoyens les plus informés. Se charger de ces substances demande de poser des choix politiques et de formuler des politiques spécifiques. Ce n'est pas une affaire de choix à propos de ce qu'il faut cuisiner, ou même, au final, de ce qu'il faut acheter »^{28 29}.

Cette lutte doit se faire en reconnaissant la nécessité d'agir à plusieurs échelles. S'intéresser aux pratiques alimentaires de tou-te-s paraît être une étape incontournable pour penser l'accès de tou-te-s à une alimentation de qualité. Mais cela demande plus fondamentalement d'examiner les conditions dans lesquelles ces pratiques alimentaires se réalisent. Elle doit notamment être menée à l'échelle territoriale, sur le plan de l'offre alimentaire. C'est sur ces conditions qu'il faut agir politiquement, en accompagnant cette action d'une ambition plus large en matière de lutte contre la pauvreté et les inégalités sociales.#

(*) Cellule recherche d'action de la Fédération des services sociaux.

1. Ce projet nommé « Solenprim » - pour « Solidarité en primeur(s) » - avait pour objectif de tester des dispositifs innovants dans le champ de l'aide alimentaire permettant un accès plus durable à l'alimentation. La spécificité du projet était notamment de penser et de monter ces dispositifs en « co-création » avec des bénéficiaires de l'aide alimentaire. Voir : <https://solenprim.com/>

2. Rapport Brundtland, rédigé en 1987 par la Commission mondiale de l'ONU sur l'environnement et le développement. https://www.diplomatie.gouv.fr/sites/odyssee-developpement-durable/files/5/rapport_brundtland.pdf

3. E. LAGASSE, *Réseaux alimentaires alternatifs : élitisme ou émancipation ?*, analyse pour Entraide&Fraternité asbl, 2017.

4. <https://goodfood.brussels/fr/content/la-strategie-good-food>

5. Rapport Brundtland.

6. La source d'approvisionnement la plus importante des organismes d'aide alimentaire provient du Fonds européen d'Aide aux Démunis. Via ce fonds, l'Union européenne octroie aux États membres une enveloppe budgétaire annuelle dont l'objectif est, selon la réglementation, l'« atténuation des formes les plus graves de pauvreté ». Différentes modalités d'utilisation des fonds sont possibles. En Belgique, il est affecté à l'achat de denrées alimentaires destinées à être distribuées gratuitement et exclusivement aux plus démunis-e-s.

7. La collecte d'inventus auprès des supermarchés permet un petit approvisionnement en produits frais, mais elle reste faible, en comparaison avec l'approvisionnement en produits transformés. Notons au passage que si ce recyclage des inventus au travers du circuit de l'aide alimentaire permet d'améliorer la qualité des produits offerts dans ce secteur, il participe – de la sorte – au maintien de la surproduction agroalimentaire.

8. E. LAGASSE, *ibidem*, p. 2.

9. N. MARION, *Toute mixité est-elle bonne à prendre ?*, analyse d'éducation permanente, Action et recherche culturelles asbl.

10. E. GOFFMAN, *Stigmate. Les usages sociaux des handicaps*, Paris, Les éditions de Minuit, 1975.

11. Le projet de recherche-action « Falcoop » fait des constats similaires. Ce projet avait pour objectif de voir un supermarché coopératif bruxellois être accessible aux différentes communautés du quartier dans lequel il est implanté. Voir : <http://falcoop.ulb.be/>

12. E. LAGASSE, *ibidem*, p. 3.

13. Des travaux de recherche aux États-Unis montrent également à quel point ces alternatives se caractérisent par leur « blancheur ». Pour une approche intersectionnelle du mouvement d'alimentation durable, voir notamment les travaux de J. GUTHMAN, « If They Only Knew : Color Blindness and Universalism, California Alternative Food Institutions », *The Professional Geographer*, vol.60, n° 3, pp. 387–397, 2008.

14. Cette définition collective du « bien se nourrir » a été réalisée au début du projet Solenprim et a révélé les multiples dimensions que cette idée sous-entend. Elle ne se résume pas au contenu de l'assiette et est corrélée à des dimensions de socialité, économique et politique.

15. T. DE SAINT POL, « Déterminants sociaux et culturels de l'alimentation », in F. CAILLAVET, K. CASTETBON, C. CÉSAR, et al., *Inégalités sociales de santé en lien avec l'alimentation et l'activité physique*, Paris, 2014, Inserm.

16. Commission européenne, *Le panier belge de produits alimentaires*, 2015, <http://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=738&langId=en&pubId=7832&furtherPubs=yes>.

17. A. SERRÉ, D. MYAUX, « Les pauvres ne prêtent aucune attention à leur alimentation », *Collectif. Pauvrophobie. Petite encyclopédie des idées reçues sur la pauvreté*, Waterloo, Éditions Luc Pire, 2018, p. 153.

18. M. RAMEL, H. BOISSONNAT, « Nourrir ou se nourrir. Renouveler le sens que l'on porte à l'acte alimentaire pour renouveler nos pratiques face à la précarité alimentaire », *Forum*, 2018, vol. 1, n°153, p. 59.

19. En référence à une métaphore bien connue mobilisée par Pierre Rabhi.

20. E. LAGASSE, « Mouvement pour une alimentation responsable et solidaire : une démocratie renouvelée ? », Communication dans le cadre du colloque *Le développement revisité. Regards croisés : intergénérationnels, interdisciplinaires et interrégionaux*, Louvain-la-Neuve, 2017.

21. M. RAMEL, H. BOISSONNAT, *ibidem*, p. 54.

22. J.-P. POULAIN, *Sociologie de l'obésité*, Paris, PUF, 2009 ; T. DE SAINT POL, *ibidem*.

23. M. RAMEL, H. BOISSONNAT, *ibidem*, p. 56.

24. A. SERRÉ, D. MIHAUX, *ibidem*, pp. 53-61.

25. M. RAMEL, H. BOISSONNAT, *ibidem*, p. 58.

26. M. RAMEL, H. BOISSONNAT, *ibidem*, p. 59.

27. E. LAGASSE, *ibidem*, p. 5.

28. Traduction de l'anglais par l'auteure.

29. J. GUTHMAN, « If They Only Knew. The unbearable Whiteness of Alternative Food », in A. HOPE ALKON, J. AGYEMAN, *Cultivating Food Justice. Race, Class and Sustainability*, Cambridge, MIT Press, 2011.